



DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION SUR LES EFFORTS RÉGIONAUX SUR LE BURUNDI

Addis Abeba, le 1er décembre 2018: Le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, prend note du renvoi du Sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est, qui devait se tenir à Arusha, en Tanzanie, le 30 novembre 2018. Ce Sommet, pour lequel il a effectué le déplacement d'Arusha, devait être l'occasion pour le Facilitateur du Dialogue inter-burundais de présenter un rapport sur ses efforts.

Le Président de la Commission saisit cette opportunité pour exprimer à nouveau son appréciation au Président Yoweri Museveni, en sa qualité de Médiateur, et à l'ancien Président Benjamin Mkapa, Facilitateur du Dialogue inter-burundais. Il salue la patience et l'engagement avec lesquels ils se sont employés à assister les parties burundaises à trouver une solution consensuelle et durable à la situation qui prévaut dans leur pays et à s'accorder sur une feuille de route pour la tenue d'élections crédibles en 2020.

Le Président de la Commission, notant avec une profonde préoccupation l'impasse persistante dans le Dialogue inclusif, appelle tous les acteurs burundais à faire preuve de l'esprit de compromis qu'appelle la situation actuelle. Il souligne que le Dialogue inclusif reste la seule voie à même de permettre au Burundi de surmonter durablement les défis actuels. Il forme l'espoir que le Président Pierre Nkurunziza apportera sa contribution personnelle à la réussite du Sommet que la Communauté de l'Afrique de l'Est envisage de tenir le 27 décembre 2018. Dans l'intervalle, il est crucial que l'ensemble des acteurs concernés s'abstiennent de toutes mesures, y compris politiques et/ou judiciaires, de nature à compliquer la recherche d'une solution consensuelle, conformément à l'esprit de réconciliation nationale qui a soutenu l'Accord d'Arusha d'août 2000 et les Accords subséquents ayant permis de mettre un terme au conflit au Burundi.

Le Président de la Commission réitère le plein appui de l'Union africaine aux efforts de la région et sa disponibilité, en coordination avec les Nations unies, à prendre toute initiative de nature à faciliter l'aboutissement du processus en cours.